

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 14–17 novembre 2011**

## **PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION**

**Point 9 de l'ordre du  
jour**

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2011/9-A/2**  
14 octobre 2011  
ORIGINAL: FRANÇAIS

## **PROJETS DE DÉVELOPPEMENT – TCHAD 200288**

### **Appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation des filles**

Nombre de bénéficiaires	252 000 en 2012 265 000 en 2013
Durée du projet	2 ans (1 <sup>er</sup> janvier 2012–31 décembre 2013)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	13 851 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	7 532 944
Coût total pour le PAM	19 657 400

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD\*: M. T. Yanga tél.: 066513-2792

Attachée de liaison, ODD: Mme. N. Hegazy tél.: 066513-3189

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest

## RÉSUMÉ

Avec 11,2 millions d'habitants, le Tchad est l'un des pays les plus pauvres au monde; il se place au 163<sup>ème</sup> rang sur 169 au classement établi par le Programme des Nations Unies pour le développement dans son Rapport sur le développement humain de 2010. La population, vulnérable face aux chocs, demeure exposée à des risques élevés de crise alimentaire, plus de 44 pour cent des ménages ruraux étant en situation d'insécurité alimentaire. La malnutrition aigüe atteint le seuil critique de 15 pour cent dans la plupart des régions. L'instabilité qui règne sur le plan politique et dans le domaine de la sécurité depuis 2003 du fait des conflits internes et dans les pays limitrophes a eu une incidence sur le redressement économique et social, et des effets négatifs sur le système éducatif tchadien, entravant la mise en valeur du capital humain national.

Le présent projet permettra au PAM de contribuer: i) à l'amélioration de la scolarisation des enfants des ménages vulnérables ruraux; ii) à la stimulation de l'assiduité des élèves; iii) à l'amélioration du taux de réussite dans le primaire, notamment celui des filles; et iv) au renforcement de la capacité des pouvoirs publics de gérer un programme d'alimentation scolaire. Le ciblage géographique du projet de développement 200288 est fondé sur l'analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité conduite par le PAM au Tchad en 2010 et l'enquête standardisée sur le programme d'alimentation scolaire menée en mars 2011. Les zones d'intervention sont établies sur la base des critères de vulnérabilité que sont l'exposition à l'insécurité alimentaire et la faiblesse des taux bruts de scolarisation par rapport à la moyenne nationale.

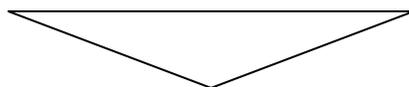
Pour encourager durabilité et appropriation du programme par les instances nationales, le présent projet aidera le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministère de l'éducation nationale, à formuler sa politique et sa stratégie nationales d'alimentation scolaire, qui encadreront les travaux des intervenants des secteurs de l'éducation et de l'alimentation scolaire. Le programme sera mis en œuvre par le Service national des cantines scolaires du Ministère de l'éducation nationale.

Le PAM contribuera à la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement 2 (Rendre l'enseignement primaire universel), ainsi que de ses propres Objectifs stratégiques 4 (Réduire la faim chronique et la dénutrition) et l'objectif 5 (Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux). Les modalités de mise en œuvre sont conformes à la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire approuvée par le Conseil d'administration en 2009.

L'amélioration des conditions de sécurité au Tchad depuis 2010 laisse espérer que le contexte opérationnel demeurera stable, et les mesures prévues dans le présent projet pour renforcer les capacités des autorités et des partenaires contribueront à la bonne mise en œuvre des activités minimisant risques programmatiques et institutionnels. Néanmoins, le bureau de pays prévoit de procéder en octobre 2011 à un examen global, au niveau de la direction, de l'analyse et de la gestion des risques, qui prendra en compte les recommandations de l'audit interne de septembre 2011.

Grâce au présent projet de développement, le PAM vise à appuyer le secteur de l'éducation et à compléter les activités menées dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et redressement 200289, notamment pour ce qui est de lutter contre la malnutrition, dont les taux sont élevés, et de renforcer la sécurité alimentaire grâce à la constitution d'avoires communautaires.

## PROJET DE DÉCISION\*



Le Conseil approuve le projet de développement Tchad 200288 "Appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation des filles" (WFP/EB.2/2011/9-A/2), qui est proposé.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## ANALYSE DE LA SITUATION

### Contexte général

1. Le Tchad, qui compte parmi les pays les moins avancés et les plus pauvres du monde, est un pays enclavé, à faible revenu et à déficit céréalier. Selon le Rapport sur le développement humain de 2010 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), il est classé au 163<sup>ème</sup> rang sur 169. La pauvreté, en hausse depuis 2003, touche 58 pour cent des 11,2 millions d'habitants. En milieu rural, 87 pour cent<sup>1</sup> des personnes vivent en-dessous du seuil de pauvreté. La population reste très vulnérable face aux chocs et exposée à des risques élevés de crises; 78 pour cent des habitants vivent en milieu rural, et 80 pour cent d'entre eux dépendent pour leur survie d'activités agropastorales. Environ 44 pour cent de la population rurale sont touchés par l'insécurité alimentaire<sup>2</sup>. L'instabilité politique et des conditions de sécurité depuis 2003 a considérablement entravé le redressement économique et social.
2. Les indicateurs sociaux confirment que la situation s'est dégradée, et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, connaît d'importants retards<sup>3</sup>. Seuls 44 pour cent de la population ont accès à l'eau potable et 12 pour cent à l'assainissement<sup>4</sup>. Le taux de mortalité maternelle, en augmentation, atteignait 1 200 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2008<sup>5</sup>. Le taux de mortalité infantile, lui aussi en augmentation, était estimé à 124 pour mille en 2008. Plus de deux adultes sur trois sont analphabètes<sup>6</sup> et seulement 22 pour cent des filles âgées de 15 à 24 ans sont alphabétisées; elles ne sont que 10 pour cent dans les ménages pauvres et 13 pour cent en milieu rural<sup>6</sup>.
3. La bande sahélienne du pays, zone agro-écologique particulièrement fragile et dégradée, exposée à des chocs récurrents tels que sécheresse, inondations et hausse des prix des denrées alimentaires, comprend les régions du Kanem, Bahr-el-Ghazal, Lac, Hadjer-Lamis, Guera, Batha, Ouaddai, Wadi-Fira et Sila. Sa population de 5,1 millions d'habitants est principalement composée d'éleveurs et d'agriculteurs. La sécheresse de 2009 a entraîné une réduction importante des récoltes, la perte de milliers de têtes de bétail et une hausse des prix des produits alimentaires en 2010, causant une dégradation notable de la sécurité alimentaire de la population.

---

<sup>1</sup> République du Tchad. Avril 2008. *Document de stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (SNCRP-2: 2008-2011)*. N'Djamena.

<sup>2</sup> République du Tchad/PAM/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Juin 2010. *Analyse globale de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité*. N'Djamena.

<sup>3</sup> Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2010. *Rapport décennal sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement*. N'Djamena.

<sup>4</sup> Ministère de l'eau. 2010. *Analyse et perspectives du secteur de l'eau et assainissement pour la période 2010-2015*. N'Djamena.

<sup>5</sup> Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2010. *Trends in Maternal Mortality: 1990 to 2008. Estimates developed by WHO, UNICEF, UNFPA and The World Bank*. Genève.

<sup>6</sup> UNICEF, Bureau central du recensement du Tchad, Direction de la statistique, des études économiques et démographiques du Tchad. Enquête en grappes à indicateurs multiples. 2010. UNICEF, New York.

4. Le Tchad a connu afflux et déplacements de populations le long de ses frontières, ce qui a causé des crises humanitaires prolongées. Environ 270 000 réfugiés soudanais sont installés depuis 2004 dans les régions orientales du pays du fait de la guerre civile au Darfour. Le conflit, qui s'est étendu au sol tchadien, a provoqué le déplacement en 2007 de 180 000 personnes, aujourd'hui en cours d'intégration, de retour et de relocalisation sur fond de conditions de sécurité plus favorables. Quelque 50 000 réfugiés centrafricains sont installés au sud du Tchad, certains depuis 2002.

### Sécurité alimentaire et nutrition

5. Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire se trouvent dans les régions de la bande sahéenne ouest (Kanem, Bahr-El-Gazal, Batha et Guera). L'insécurité alimentaire touche plus de 50 pour cent des ménages, dont 30 pour cent gravement, un niveau supérieur à la situation d'avant-crise<sup>7</sup>. La campagne agricole 2010/2011 a été bonne, mais les ménages affrontent la période de soudure dans un contexte d'épuisement des stocks familiaux, d'endettement et de détérioration des termes d'échange du bétail par rapport aux céréales. Les perturbations des importations en provenance de la Libye, au moment de la période de soudure, s'accompagnent de hausses des prix des produits alimentaires de base (huile, farine et sucre) et du carburant, et des coûts du transport. Enfin, la politique de plafonnement des prix céréaliers influe négativement sur la disponibilité des stocks qui seraient, dans la bande sahéenne, inférieurs de moitié à ceux de 2010<sup>8</sup>.
6. Une étude des marchés et de la sécurité alimentaire au Tchad<sup>9</sup> souligne que l'impact de la crise alimentaire de 2010 est accentué par la forte dépendance des ménages vis-à-vis des marchés: les trois quarts des ménages achètent les aliments dont ils ont besoin.
7. Les résultats de la dernière enquête nutritionnelle nationale<sup>6</sup> révèlent un taux de malnutrition aigüe globale de 16 pour cent (6 pour cent pour la malnutrition aigüe grave). Le seuil critique est dépassé dans 15 des 22 régions du pays, les taux atteignant plus de 25 pour cent dans 5 régions de la zone sahéenne. La malnutrition chronique touche également 39 pour cent des enfants, dont 21 pour cent gravement.

### Éducation

8. La constitution garantit l'accès à l'éducation pour tous jusqu'à l'âge de 12 ans. Le Gouvernement a adopté une stratégie décennale intitulée "Éducation et formation en liaison avec l'emploi" lors de la réunion de Dakar en 2000, traduite en un programme d'appui à l'éducation et à la formation et en un programme d'appui à la réforme du secteur de l'éducation visant à améliorer l'accès à l'éducation afin de contribuer à la réalisation de l'OMD 2 (Rendre l'enseignement primaire universel). Ainsi, dans sa Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté (SNCRP), le Gouvernement a inscrit le secteur de l'éducation<sup>1</sup> parmi les axes prioritaires de la lutte contre l'extrême pauvreté.

---

<sup>7</sup> PAM. Avril 2011. *Évaluation de la sécurité alimentaire des ménages dans la bande sahéenne ouest du Tchad*. N°Djamena.

<sup>8</sup> Système d'alerte rapide aux risques de famine (FEWSNET). 2011. *Mise à jour des perspectives de la sécurité alimentaire*. N°Djamena. Disponible à l'adresse: [http://www.fews.net/docs/Publications/Chad\\_FSOU\\_2011\\_04\\_fr.pdf](http://www.fews.net/docs/Publications/Chad_FSOU_2011_04_fr.pdf).

<sup>9</sup> Ministère de l'agriculture/PAM/FAO/FEWSNET. Février 2011. *Marchés et sécurité alimentaire au Tchad*. N°Djamena.

9. Les efforts du Gouvernement et de ses partenaires ont permis l'accroissement des taux de scolarisation. Ainsi, les effectifs du primaire ont crû de 7,9 pour cent annuellement, faisant passer le taux brut de scolarisation de 70 pour cent en 1998/99 à 88 pour cent en 2003/04<sup>10</sup>, puis à 98 pour cent en 2008/09<sup>11</sup>. L'accès à la première année du primaire est quasi-universel, et le taux correspondant est passé de 85 pour cent en 1997 à 127 pour cent en 2008/09 (ce chiffre s'explique par la présence d'enfants plus âgés en première année)<sup>11</sup>.
10. Malgré ces progrès, plusieurs problèmes demeurent, notamment ceux relatifs à l'abandon scolaire, à la qualité de l'éducation et aux disparités en défaveur des filles. Seuls 38 pour cent des enfants achèvent le cycle primaire<sup>11</sup> et parmi ceux-ci, 47 pour cent seulement acquièrent les connaissances requises pour rester alphabètes à l'âge adulte, contre 72 pour cent globalement en Afrique<sup>10</sup>. Le pays accuse également un indice d'efficacité interne parmi les plus faibles du continent (le coefficient du cycle primaire est de 49 pour cent)<sup>10</sup>: plus de la moitié des ressources sont ainsi utilisées pour payer des années redoublées ou la scolarisation d'élèves abandonnant avant d'avoir terminé le cycle. L'inégalité entre filles et garçons reste importante. En 2008/09, le ratio filles-garçons dans le primaire était de 0,8, avec des disparités selon la zone de résidence: la probabilité d'accéder à la première année de primaire est estimée à 78 pour cent en zone urbaine, contre 59 pour cent en zone rurale<sup>11</sup>.
11. Le Ministère de l'éducation nationale (MEN) procède actuellement à la reformulation de sa stratégie et met en place un programme décennal de développement de l'éducation et de l'alphabétisation visant à relever les défis de l'enseignement fondamental d'ici à 2020. Une stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation (SIPEA) pour 2011-2013 est en train d'être élaborée; sa mise en œuvre marquera le lancement du programme décennal de développement de l'éducation et de l'alphabétisation. Les priorités de cette stratégie s'orientent autour de trois axes: amélioration de l'accès, de la qualité, et de la gouvernance.

## ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE LA COOPÉRATION PASSÉE

12. Le PAM fournit une assistance au Tchad depuis 1963, et plus spécifiquement à son secteur éducatif depuis 1978. Quatre programmes sont en cours, dont deux ont une composante Éducation: l'opération d'urgence 200060 pour l'assistance aux réfugiés soudanais, aux personnes déplacées et aux populations hôtes à l'est du pays, qui comporte une activité de soutien à l'éducation de base en situation d'urgence, ainsi que le programme de pays 104780 pour 2007-2011, dont la composante principale est l'appui à l'éducation primaire à travers les cantines scolaires. Le PAM met aussi en œuvre l'opération d'urgence 200112 en faveur des populations touchées par la sécheresse de 2009/2010 dans la bande sahélienne ouest, et l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200059, à l'appui des réfugiés de la République centrafricaine et des populations hôtes au sud du pays.
13. Pour l'année scolaire 2010/11, les activités d'alimentation scolaire dans le cadre du programme de pays 104780 concernaient 156 000 enfants dans 708 écoles. Dans l'est du pays, ce soutien a été apporté dans un contexte d'urgence au profit de 113 000 enfants dans 453 écoles, dans le cadre de l'opération d'urgence 200060. Ainsi, 269 000 enfants au total, fréquentant 1 161 écoles, bénéficient actuellement de l'aide du PAM. Une mission chargée

<sup>10</sup> Banque mondiale. 2007. *Le système éducatif tchadien: éléments de diagnostic pour une politique éducative nouvelle et une meilleure efficacité de la dépense publique*. Washington.

<sup>11</sup> Ministère de l'éducation nationale (MEN) du Tchad. Juin 2010. *Stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation (SIPEA) 2011-2013*. Projet. N'Djamena.

de l'examen exhaustif des écoles dotées de cantines a été effectuée en janvier 2010 par le MEN, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), et elle a conclu que les repas scolaires avaient un impact positif tangible sur la scolarisation et la fréquentation des élèves<sup>12</sup>. Elle a cependant révélé que la capacité d'accueil restait limitée, que le personnel enseignant était peu qualifié et peu nombreux, que la plupart des écoles ne disposaient pas de points d'eau ni de latrines appropriées, et que la contrepartie nationale manquait de ressources pour la mise en œuvre du programme. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de cette mission, le nombre d'écoles concernées par le projet a été rationalisé, selon des critères de sélection relatifs à l'effectif minimal requis ou à la possibilité de procéder à un suivi systématique dans les institutions, dans le but d'exécuter un programme de qualité tel que préconisé par le PAM dans sa politique en matière d'alimentation scolaire<sup>13</sup>. Depuis la réalisation de la mission, le PAM a activement encadré le démarrage de l'initiative P5<sup>14</sup>, forum de collaboration entre le Gouvernement et cinq organismes œuvrant dans ce secteur (PAM, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population, OMS et Banque mondiale), qui sont déterminés à apporter une assistance intégrée au profit d'une éducation de base de qualité dans 100 écoles phares (pour la phase pilote).

14. La consultation sur l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle et les pistes de réponse (février 2011), menée avec l'appui du Projet d'analyse des réponses, a permis de répertorier les orientations programmatiques du bureau de pays dont découlent les deux opérations prévues pour 2012/2013, c'est-à-dire l'IPSR 200289 et le projet de développement 200288. Les taux de malnutrition dépassant le seuil critique dans la plupart des régions, la nutrition est le point de départ privilégié de l'IPSR. Mais le consensus obtenu dans le cadre du Projet d'analyse des réponses reconnaît que les dimensions multi-causales de la malnutrition requièrent également l'accroissement de l'accès à l'alimentation et des revenus, l'établissement de filets de sécurité, le renforcement des avoirs productifs et l'appui à l'amélioration des pratiques de soins, notamment au moyen de la formation et de la sensibilisation. Ainsi, le constat des acteurs humanitaires et du développement du secteur de la sécurité alimentaire confirmait que la population tchadienne se heurtait à des problèmes d'accessibilité, d'utilisation et de disponibilité des denrées alimentaires.
15. L'enquête standardisée sur l'alimentation scolaire<sup>15</sup> du PAM et du MEN de mars 2011 note une augmentation des effectifs de garçons et de filles inscrits (19 pour cent et 12 pour cent respectivement) dans les écoles aidées par le PAM entre 2009/10 et 2010/11. Elle confirme un taux de réussite de 61 pour cent pour les garçons et de 55 pour cent pour les filles. Le taux d'assiduité moyen se situe à 94,1 pour cent (93,8 pour cent pour les garçons et 94,4 pour cent pour les filles). Elle confirme aussi que le taux d'absentéisme est plus important dans les classes avancées du primaire (CE2, CM1 et CM2), et que la participation des enfants à l'activité économique des ménages constitue l'obstacle majeur. L'enquête recommande la poursuite du programme, l'accent devant être mis sur l'amélioration de l'environnement éducatif et l'adoption de mesures incitant les parents à maintenir les filles à l'école.

---

<sup>12</sup> MEN/PAM/UNICEF. 2010. *État des lieux des cantines scolaires au Tchad, décembre 2009–février 2010*. N°Djamena.

<sup>13</sup> PAM. *Politique du PAM en matière d'alimentation scolaire* (WFP/EB.2/2009/4-A).

<sup>14</sup> MEN. Décembre 2010. *Initiative P5 Tchad*. N°Djamena.

<sup>15</sup> PAM. Avril 2011. *Enquête standardisée sur l'alimentation scolaire au Tchad*. N°Djamena.

16. L'évaluation du portefeuille d'activités effectuée en 2010 a révélé que les interventions du PAM répondaient aux politiques gouvernementales et stratégies des partenaires<sup>16</sup>, et que les interventions menées étaient adéquates. Elle a recommandé d'appliquer une gestion opérationnelle intégrée des interventions pour renforcer les synergies ainsi que la coordination et l'harmonisation des activités, et pour maximiser les ressources. Le présent projet de développement tient compte de cette préoccupation et regroupe les écoles aidées par le PAM, y compris celles situées dans l'est du pays, où les conditions de sécurité se sont normalisées depuis 2010.
17. Ayant examiné la problématique de l'éducation, la mission de formulation des projets du PAM au Tchad pour 2012-2013 menée en mai 2011<sup>17</sup> a recommandé l'élaboration d'une stratégie intérimaire dans ce secteur, la rationalisation des interventions de façon à consolider les synergies et le partenariat, ainsi que l'optimisation des ressources. Le présent projet de développement, d'une durée de deux ans, permettra de faire la liaison avec les stratégies nationales, spécifiquement la SNCRP-3, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)<sup>18</sup> et la SIPEA, tous en phase d'élaboration. Il est complété par les interventions de secours et redressement menées à l'appui des Objectifs stratégiques 1, 3, et 5 dans le cadre de l'IPSR 200289. Les conditions devraient être réunies pour que les activités menées par le PAM puissent être regroupées dans un programme de pays d'ici à 2014, dans le cadre de l'harmonisation des cycles de programmation des Nations Unies.

---

## STRATÉGIE DU PROJET

### Buts et objectifs

18. Le présent projet relatif à l'alimentation scolaire aidera le Gouvernement à réaliser les OMD 1 et 2, contribuant ainsi à l'instauration d'une éducation de qualité pour tous à l'horizon 2020. Il se rattache à la priorité 1 de la politique du PAM visant à favoriser le développement (Investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation), et aux Objectifs stratégiques 4 (Réduire la faim chronique et la dénutrition) et 5 (Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux) du Programme.
19. Les effets directs attendus dans les écoles ciblées sont les suivants:
- amélioration de la scolarisation des enfants provenant des ménages vulnérables en milieu rural;
  - stimulation de l'assiduité des élèves;
  - amélioration du taux d'achèvement du cycle primaire, notamment pour les filles; et
  - renforcement de la capacité des pouvoirs publics de gérer le programme d'alimentation scolaire.
20. Pendant la mise en œuvre du projet, le PAM aidera le Gouvernement à formuler sa politique et sa stratégie nationales d'alimentation scolaire, ainsi qu'à élaborer un plan

---

<sup>16</sup> PAM. *Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Tchad (2003-2009)* (WFP/EB.2/2010/6-A).

<sup>17</sup> Steyer-Chevalier, Nicole et al. Mai 2011. *Aide-mémoire, Mission de formulation de nouveaux projets au Tchad*. N'Djamena.

<sup>18</sup> Les deux documents sont en cours d'élaboration et doivent couvrir la période 2012-2015.

opérationnel d'accompagnement pour l'appropriation du programme et le transfert graduel des responsabilités au Gouvernement.

## Bénéficiaires et ciblage

21. Le projet sera exécuté dans les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire et accusant un taux brut de scolarisation inférieur aux moyennes nationale (98 pour cent)<sup>2</sup> et pondérée dans la bande sahélienne (65 pour cent). Ces zones sont localisées dans la zone sahélienne et comprennent les régions de Barh-El-Gazal, Batha, Guera, Kanem, Ouaddai, Salamat, Sila et Wadi-fira<sup>19</sup>. Au total, 790 écoles sont retenues sur la base des recommandations formulées à l'issue de la mission effectuée par le PAM, le MEN et l'UNICEF en 2010.
22. Le projet ciblera 205 000 élèves en 2012; une augmentation de 5 pour cent des effectifs de ces établissements est prévue, ce qui les portera à 216 000 élèves en 2013. Les familles des filles en CM1 et CM2 (47 000 en 2012 et 49 000 en 2013) bénéficieront de rations sèches à emporter.

<b>TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ</b>			
	<b>2012</b>		
<b>Activité</b>	<b>Garçons</b>	<b>Filles</b>	<b>Total</b>
Repas scolaires (élèves)	112 500	92 500	<b>205 000</b>
Rations à emporter (filles de CM1 et CM2)*		11 684	<b>11 684</b>
Familles des filles de CM1/CM2	23 041	23 695	<b>46 736</b>
<b>TOTAL</b>	<b>135 541</b>	<b>116 195</b>	<b>251 736</b>
	<b>2013</b>		
<b>Activité</b>	<b>Garçons</b>	<b>Filles</b>	<b>Total</b>
Repas scolaires (élèves)	118 800	97 200	<b>216 000</b>
Rations à emporter (filles de CM1 et CM2)*		12 268	<b>12 268</b>
Familles des filles de CM1/CM2	24 192	24 880	<b>49 072</b>
<b>TOTAL</b>	<b>122 080</b>	<b>124 992</b>	<b>265 072</b>

\* Déduit du total pour éviter le double comptage

23. Les repas seront fournis sous forme de repas chaud pendant 160 jours de l'année scolaire. La ration journalière (pour une demi-journée d'école) comprendra 150 grammes de céréales, 30 grammes de légumineuses, 15 grammes d'huile et 5 grammes de sel iodé, soit 773 kilocalories par enfant et par jour, et sera distribuée aux élèves présents à l'école dans la matinée pour réduire la faim immédiate et augmenter leur capacité de concentration. L'inclusion dans la ration d'un produit riche en protéines (justifiée par les conditions nutritionnelles précaires au Tchad, particulièrement dans les zones ciblées) est conforme à la recommandation faite à l'issue de l'évaluation du portefeuille d'activités en 2010 et aux résultats de l'enquête standardisée de 2011.
24. Afin de favoriser la scolarisation et l'assiduité des filles, la formule des rations à emporter sera adoptée, avec une distribution mensuelle de deux litres d'huile végétale aux

<sup>19</sup> Et l'Ennedi pour les quelques écoles participant à l'initiative P5.

filles de CM1 et CM2 en fonction de leur taux de fréquentation, ce qui incitera les parents à envoyer et maintenir leurs filles à l'école. Cette ration correspond à ce qui est fait dans le cadre d'autres initiatives semblables du PAM en Afrique et est plus pérenne dans la perspective d'une future reprise du programme par les autorités que la ration familiale (composée de céréales, d'huile végétale et de sel) distribuée dans le cadre du programme de pays 104780. L'huile végétale permet aussi que les filles rapportent elles-mêmes leur ration incitative à la maison, ce qui simplifie la gestion dans les écoles.

25. Le choix des denrées, la composition des repas et les critères de qualité des rations suivent les normes définies dans le manuel d'alimentation scolaire du PAM.

<b>TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE, PAR ACTIVITÉ (par personne et par jour)</b>		
	<b>Repas scolaires</b>	<b>Rations incitatives</b>
Céréales <sup>20</sup>	150 grammes	
Légumineuses	30 grammes	
Huile	15 grammes	20 grammes*
Sel	5 grammes	
<b>TOTAL</b>	<b>200 grammes</b>	
<b>Total Kcal/jour</b>	<b>773</b>	
Durée/période par an	160	

\* Ration familiale (5 personnes).

26. Le projet prévoit de distribuer 13 851 tonnes de vivres (6 758 tonnes en 2012, 7 096 tonnes en 2013), tous fournis par le PAM pendant la durée du projet.

<b>TABLEAU 3: QUANTITÉ TOTALE DE PRODUITS ALIMENTAIRES REQUIS (en tonnes)</b>	
	<b>Repas scolaires et rations incitatives</b>
Céréales	10 102
Légumineuses	2 020
Huile végétale	1 394
Sel	335
<b>TOTAL</b>	<b>13 851</b>

### Modalités d'exécution

27. Le projet s'appuiera sur les acquis des volets Alimentation scolaire des projets précédents. Les comités de gestion créés ainsi que les ustensiles de cuisine disponibles dans certaines écoles seront utilisés. Toutefois, le projet renforcera les capacités de gestion

<sup>20</sup> Enrichies si possible.

de ces comités en organisant différentes formations et fournira des ustensiles aux écoles, si nécessaire.

28. Le projet sera mené en synergie avec l'IPSR 200289 mise en œuvre dans la même zone, et profitera du volet Redressement et sécurité alimentaire de celle-ci, notamment pour ce qui est des activités de création d'emplois et de construction de foyers améliorés dans les écoles. L'IPSR appuiera les initiatives touchant le développement humain (Vivres contre formation) ou les emplois communautaires (Vivres contre travail), notamment celles visant à développer des activités maraîchères pour permettre aux parents pauvres de générer des revenus en vue de contribuer au programme de repas scolaires et éventuellement de compléter la ration alimentaire fournie par le PAM.
29. Le PAM poursuivra la mise en œuvre de l'initiative P5<sup>21</sup>, et les interventions menées dans le cadre de ce partenariat contribueront au renforcement des capacités du MEN. Le programme de déparasitage relancé en 2011 sera mené conjointement avec les organismes des Nations Unies partenaires du P5, et les élèves des écoles aidées par le PAM recevront deux fois par an des comprimés de mébendazole contre les vers intestinaux. Deux initiatives pilotes seront menées dans des écoles participant au P5, à savoir la distribution de foyers améliorés et de micronutriments en poudre, pour en tester l'acceptabilité.
30. Le transport des denrées se fera par le couloir de Douala, au Cameroun. Les vivres achetés sur le marché régional et international seront entreposés dans des magasins gérés par le PAM. Pour l'acheminement jusqu'aux écoles, le PAM lancera des appels d'offres pour passer des marchés avec des transporteurs routiers privés. La contrainte majeure au Tchad, au-delà de l'enclavement du pays, est la fermeture des principales routes d'accès durant la saison des pluies. Ainsi, les livraisons sont semestrielles et couvrent les besoins de près de 5 mois. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits sera utilisé pour assurer le suivi des mouvements des vivres. Les coûts de transport intérieur, d'entreposage et de manutention seront à la charge du PAM. Si les conditions du marché le permettent, des achats locaux pourront être envisagés.

### Stratégie de durabilité

31. Le projet sera exécuté sous l'égide du Service national des cantines scolaires (SNCS) du MEN, ce qui favorisera la prise en main du programme par le pays, dans la perspective d'un désengagement progressif du PAM.
32. Le PAM, l'initiative P5 et d'autres acteurs du secteur de l'éducation aideront le Gouvernement à élaborer une politique et une stratégie nationales d'alimentation scolaire.
33. Un plan d'action opérationnel sera établi entre le PAM et le Gouvernement, conformément aux lignes directrices de la SIPEA; il définira les responsabilités du PAM, des ministères, des autres donateurs de l'initiative P5 et des organisations non gouvernementales (ONG). Le groupe de travail du secteur de l'éducation coordonnera les activités avec les organismes des Nations Unies et les ministères.
34. Au niveau national, le MEN mènera à bien avec l'appui du PAM les activités touchant l'alimentation scolaire, par l'intermédiaire du SNCS. Au niveau des régions, la gestion sera confiée à la délégation régionale de l'éducation, qui dispose de personnel dédié aux cantines scolaires. Les comités de gestion et les associations de parents d'élèves gèreront les activités dans chaque école, y compris les contributions communautaires.

---

<sup>21</sup> Initiative P5 Tchad. Décembre 2010.

## GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION DU PROJET

35. Le Comité technique du programme de pays 104780, composé des directions des cantines scolaires, de l'enseignement primaire, de l'analyse et de la prospective, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, de la scolarisation des filles et de la santé scolaire, sera maintenu afin de préserver les acquis, en vue de l'élaboration d'un programme de pays en 2014. Ce Comité, chargé de la définition des mécanismes d'exécution, s'occupera du suivi et de l'évaluation du programme et de son intégration aux programmes nationaux. En étroite collaboration avec le P5, il veillera à l'instauration de synergies au sein du secteur de l'éducation.
36. Le Comité technique effectuera en 2012 un examen stratégique, tout comme des examens opérationnels nationaux et régionaux, par le biais de réunions semestrielles. Le MEN assurera le suivi régulier de la mise en œuvre et communiquera les rapports requis au PAM. Ce suivi sera renforcé par celui effectué par le personnel du PAM ou des ONG désignées à cette fin.
37. Le suivi de la réalisation des effets directs du projet sera effectué avec d'autres organismes des Nations Unies, et une évaluation formelle de l'impact du projet aura lieu en 2013; les conclusions serviront à perfectionner l'exécution du projet et contribueront également à l'évaluation à mi-parcours du PNUAD.
38. Des méthodes de suivi et d'évaluation axées sur les résultats seront appliquées. Les principaux instruments sont ceux élaborés dans le cadre des précédents programmes, qui constituent le système de suivi et d'évaluation des projets. Le PAM appuiera l'intégration de sa base de données touchant l'alimentation scolaire au système du Gouvernement.
39. L'examen stratégique de l'alimentation scolaire aura pour objectif principal d'élaborer une ébauche de stratégie d'appropriation du programme et de transfert graduel des responsabilités au Gouvernement, ainsi que de contribuer à l'élaboration du programme de 2014.
40. Le PAM renforcera les capacités du Gouvernement, des ONG et des communautés dans les domaines de la gestion, du suivi et de l'évaluation et de l'élaboration de rapports axés sur les résultats, et il a inscrit au budget des activités de formation pour les homologues nationaux et les APE, ainsi que la fourniture d'équipement pour les fonctionnaires du SNCS chargés de collecter des données sur les effectifs scolaires et de mettre en œuvre le programme de repas scolaires du PAM.

## GESTION DES RISQUES

41. Divers exercices de gestion des risques thématiques, notamment dans les domaines des finances (2009), de l'informatique et des télécommunications (2010), et des programmes (2011) sont régulièrement entrepris. En ce qui concerne les risques contextuels, l'amélioration des conditions de sécurité au Tchad depuis 2010 signifie que le contexte opérationnel devrait demeurer stable, et les mesures prévues en vue de renforcer les capacités des autorités et des partenaires contribueront à la bonne mise en œuvre des activités minimisant les risques programmatiques et institutionnels (voir également la colonne concernant les risques et les hypothèses dans le cadre logique figurant à l'annexe II). Néanmoins, un examen global de l'analyse et de la gestion des risques est prévu pour octobre 2011; il tiendra compte des recommandations issues de l'audit interne de septembre 2011.

42. La confirmation de contributions ponctuelles pour permettre un démarrage opportun des activités du projet est cruciale étant donné les délais d'acheminement (dus à l'enclavement du pays) et les besoins de pré-positionnement (pendant la saison des pluies, les principales routes d'approvisionnement sont fermées et plusieurs écoles deviennent inaccessibles).

---

## MESURES DE SÉCURITÉ

43. Le niveau d'insécurité est de 3, à l'exception des zones du centre et du nord où il est de 2. Le personnel du PAM est accompagné d'une escorte lors de ses déplacements à l'est et sur certains tronçons au sud. Les conditions de sécurité se sont améliorées et les actes de banditisme sont moins fréquents, mais la situation reste tendue. Depuis le départ de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad, ce sont les forces nationales qui assurent la sécurité. Le PAM fait également appel au concours du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies. Les activités de terrorisme, jugées de faible ampleur au Tchad, ont augmenté dans la région du Sahel, notamment en Mauritanie, au Mali, au Niger et en Algérie. Les 16 bureaux auxiliaires répondent aux Normes minimales de sécurité opérationnelle et aux Normes minimales de sécurité des télécommunications.

## ANNEXE I-A

<b>VENTILATION DES COÛTS DU PROJET</b>			
<b>Produits alimentaires<sup>1</sup></b>	<b>Quantité (en tonnes)</b>	<b>Coût moyen par tonne (en dollars)</b>	<b>Valeur (en dollars)</b>
Céréales	10 102	399,61	4 036 832
Légumineuses	2 020	818,00	1 652 268
Huile	1 394	1 303,75	1 817 009
Sel	335	80,00	26 830
<b>Total, produits alimentaires</b>	<b>13 851</b>		<b>7 532 939</b>
Transport extérieur			2 056 236
Transport terrestre, entreposage et manutention			6 604 098
Autres coûts opérationnels directs			622 606
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			<b>16 815 883</b>
Coûts d'appui directs <sup>2</sup> (voir l'annexe I-B)			1 555 519
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) <sup>3</sup>			1 285 998
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>19 657 400</b>

<sup>1</sup> Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement des budgets et d'approbation. Sa composition peut varier.

<sup>2</sup> Chiffre indicatif fourni à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

<sup>3</sup> Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

**ANNEXE I-B**

<b>BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)</b>	
<b>Dépenses de personnel et frais connexes</b>	
Administrateurs recrutés sur le plan international	858 720
Personnel local – Agents des services généraux	45 937
Personnel local – Personnel temporaire	45 671
Volontaires des Nations Unies	20 000
Voyages officiels du personnel	86 652
<b>Total partiel</b>	<b>1 056 980</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Location de locaux	40 300
Charges courantes (électricité, etc.)	35 698
Fournitures de bureau et autres consommables	13 142
Services de communication et informatique	53 001
Réparation et entretien du matériel	41 438
Frais d'exploitation et d'entretien des véhicules	89 481
Aménagement et entretien des bureaux	37 063
Prestations de services d'organismes des Nations Unies	29 300
<b>Total partiel</b>	<b>339 423</b>
<b>Dépenses d'équipement et autres coûts</b>	
Matériel de télécommunications/informatique	19 057
Dépenses locales de sécurité	140 060
<b>Total partiel</b>	<b>159 117</b>
<b>TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>1 555 519</b>

## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<b>EFFETS DIRECTS VISÉS PAR LE PNUAD</b>		
<b>Effet - niveau national:</b> Les populations vulnérables accèdent de façon équitable aux services sociaux d'éducation de base et les utilisent, et elles s'impliquent dans leur gestion	<b>Indicateur de résultat (niveau national):</b> ➤ Taux d'achèvement du primaire Base: 38 % Cible: 50 %	<b>Risques:</b> Insuffisance des ressources affectées aux services sociaux Absence d'application des politiques Faibles capacités humaines <b>Hypothèses:</b> Adhésion des populations au processus et appropriation de celui-ci Disponibilité des services et ressources
<b>Objectif du projet de développement: Appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation des filles</b>		
<b>Objectif stratégique 4 - réduire la faim chronique et la dénutrition</b>		
<b>Effet direct 4.1:</b> Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain dans les écoles appuyées	➤ Taux de scolarisation: taux annuel moyen de variation du nombre de filles/garçons inscrits Base: 16 % Cible: 16 %  ➤ Taux de fréquentation: nombre de jours de présence des filles/garçons, en pourcentage du nombre total de jours de classe Base: 96 % Cible: 97 %  ➤ Ratio filles/garçons des enfants inscrits Base: 0,9 Cible: 1	<b>Risque:</b> Le Gouvernement et les autres acteurs n'apportent pas ou peu de ressources venant compléter les distributions de vivres effectuées par le PAM. <b>Hypothèses:</b> Les parents dans les zones d'intervention comprennent l'importance de l'éducation, surtout celle des filles. Les services du MEN impliqués dans le suivi et l'évaluation sont dotés des moyens humains et matériels nécessaires.

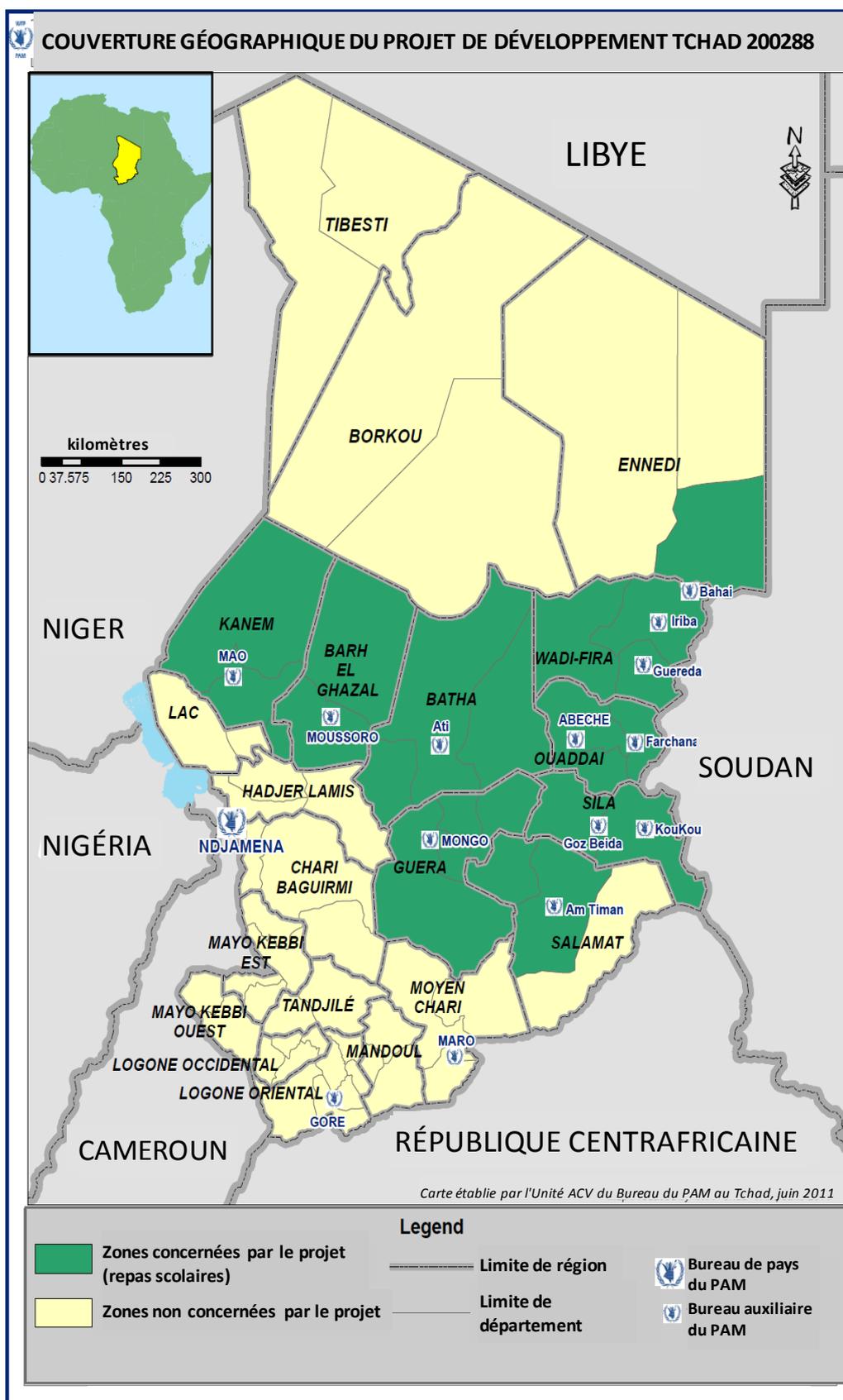


## ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><b>Produit 4.1:</b> Écoles couvertes par le programme d'alimentation scolaire conformément au projet</p>	<p>➤ Nombre d'écoles appuyées par le PAM Cible: 790</p>	<p><b>Hypothèses:</b> Les associations de parents d'élèves et les comités de gestion locaux participent à la gestion des activités Des partenaires fiables sont disponibles pour la mise en œuvre des activités Les conditions de sécurité demeurent stables</p>
<p><b>Produit 4.2:</b> Repas scolaires quotidiens et articles non alimentaires distribués chaque année aux élèves des écoles primaires ciblées par le PAM</p>	<p>➤ Nombre de filles/garçons bénéficiant des rations alimentaires du PAM, en pourcentage du nombre prévu Cible: 205 000 en 2012, 216 000 en 2013</p> <p>➤ Quantité de vivres distribués, par type de denrées, en pourcentage de la quantité prévue Cible: 13 851 tonnes</p>	
<p><b>Produit 4.3:</b> Rations familiales à emporter distribuées chaque trimestre aux filles du CM1 et du CM2</p>	<p>➤ Nombre de filles recevant des rations à emporter Cible: 12 000 par an</p> <p>➤ Quantité et qualité des vivres distribués Cible: 187 tonnes en 2012, 196 tonnes en 2013</p>	
<p><b>Objectif stratégique 5 - Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</b></p>		
<p><b>Effet direct 5.1:</b> Progression sur la voie de l'adoption de solutions aux problèmes de la faim répondant à l'initiative nationale</p>	<p>➤ Stratégie de transfert des responsabilités élaborée Cible: première mouture du document de stratégie de transfert des responsabilités disponible</p>	<p><b>Hypothèse:</b> Existence d'un cadre politique et macro-économique stable</p>
<p><b>Produit 5.1:</b> Première mouture du document de stratégie de transfert des responsabilités convenue entre le PAM et le Gouvernement disponible</p>	<p>➤ Nombre de réunions de plaidoyer de haut-niveau organisées avec le Gouvernement sur ladite stratégie</p>	<p><b>Hypothèse:</b> Existence d'un cadre politique et macro-économique stable</p>
<p><b>Produit 5.2:</b> Capacités et sensibilisation renforcées grâce aux formations organisées par le PAM</p>	<p>➤ Nombre de membres du personnel du Gouvernement ou d'ONG ayant reçu une formation dans les domaines suivants: gestion du programme, suivi et évaluation, élaboration de rapports axés sur les résultats</p>	<p>Les personnes ciblées par les sessions de formation sont disponibles et motivées Le niveau de renouvellement du personnel des organismes intervenants est relativement bas.</p>



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWSNET	Système d'alerte rapide aux risques de famine
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
MEN	Ministère de l'éducation nationale
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SIPEA	Stratégie intérimaire pour l'éducation et l'alphabétisation
SNCRP	Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté
SNCS	Service national des cantines scolaires
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance